



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - VD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société
VERHAEGHE INDUSTRIES de respecter les dispositions
de l'arrêté préfectoral d'autorisation du
28 janvier 2002 pour son établissement situé à BONDUES.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L 171-6, L 171-7, L171-8, L. 511-1 et L 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2002 accordant à la société VERHAEGHE INDUSTRIES, dont le siège social est situé à BONDUES - Parc d'activités Ravenne-les-Francis – avenue Jean Perrin - l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une teinturerie d'une capacité de 8 tonnes par jour à BONDUES et TOURCOING ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 avril 2006 modifiant les conditions d'exploitation de la teinturerie exploitée à BONDUES par la société VERHAEGHE INDUSTRIES ;

Vu le rapport du 16 octobre 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord-Pas-de-Calais, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis par courrier du 16 octobre 2015 à l'exploitant, duquel il ressort, à la suite de la visite d'inspection effectuée sur site le 23 septembre 2015, les observations suivantes :

- insuffisance des moyens de secours (utilisation de la réserve d'eau en toiture, mise en place de RIA, issue de secours...) ;
- absence de consignes de sécurité (consignes d'incendie, d'évacuation, interdiction de fumer...) ;
- absence de traitement des effluents aqueux ;
- non réalisation de l'évaluation de la situation acoustique de l'établissement dans son environnement ;
- absence de vérification récente des installations électriques et de mise en place d'un suivi formalisé des actions correctives ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai de quinze jours déterminé dans le courrier susvisé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer la réalisation d'un contrôle de ses installations électriques plus récent que celui effectué au titre de l'année 2013 ;

Considérant que l'établissement ne dispose d'aucun robinet d'incendie armé, d'aucune réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit et une pression suffisants des robinets d'incendie armés ou tout autre matériel fixe ou mobile propre au site ;

Considérant l'absence d'affichage de consignes de sécurité au sein de l'établissement ;

Considérant l'absence d'évaluation récente de la situation acoustique de l'établissement dans son environnement ;

Considérant que l'absence de traitement des effluents aqueux est la cause du non respect récurrent des normes de qualité des rejets ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VERHAEGHE INDUSTRIES de respecter les dispositions des articles 8.3, 19.3, 23.3.4, 25.4, 28.3, 28.4 et 28.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 2002, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société VERHAEGHE INDUSTRIES, sise avenue Jean Perrin à BONDUES, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 2002 :

- ☐ mise en place, **dans un délai de 6 mois**, d'un traitement de ses effluents aqueux afin de respecter les valeurs limites de rejet édictées à l'article 8.3 - Eaux usées – Eaux résiduaires

« 8.3.1 – Débit, température, pH et couleur.

Les rejets doivent respecter les conditions suivantes :

Débit maximal journalier	Température maximale	pH	Modification de couleur du milieu récepteur
240 m ³ /j	30°C	Entre 5,5 et 8,5	100 mg Pt/l

8.3.2.2 – Normes applicables au 31 décembre 2010.

Paramètres	Concentrations maximales instantanées (mg/l)	Flux maximaux journaliers (kg/j)
MeS	30	7,2
DBO ₅ ⁽¹⁾	10	2,4
DCO ⁽¹⁾	40	9,6
Azote global ⁽²⁾	3	0,8
Phosphore total	0,6	0,15
AO _x	1	0,24
Hydrocarbures totaux	10	2,4
Métaux totaux	10	2,4
Phénol	0,05	0,012

⁽¹⁾ sur effluent non décanté

⁽²⁾ comprenant l'azote organique, ammoniacal et oxydé

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles indiquées à l'article 10.1 »

- de réaliser, dans un délai de trois mois, une évaluation de la situation acoustique de l'établissement dans son environnement, conformément aux dispositions de l'article 19.3 - Mesures périodiques :

« L'exploitant fait réaliser au moins une fois tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celle-ci, incluant notamment toute précision sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation» ;

- de satisfaire, dans un délai de 15 jours, aux dispositions de l'article 23.3.4 – diffusion :

« Les consignes de sécurité font l'objet d'une diffusion sous forme adaptée à l'ensemble du personnel à qui elles sont commentées et rappelées en tant que de besoin.

Celles relatives à la sécurité en cas d'incendie sont, de plus, affichées en tous lieux concernés et comportent :

- le n° de téléphone d'appel urgent du centre de traitement de l'alerte des sapeurs-pompiers (18) ;
- l'accueil et le guidage des secours ;
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie.

Les interdictions de fumer sont affichées de manière très visible ainsi que les plans de sécurité incendie et d'évacuation, conformes à la norme N.F.S 60-303.

Les plans de l'établissement doivent être transmis au centre de secours de TOURCOING, 9^e compagnie» ;

- de satisfaire, dans un délai de 4 mois, aux dispositions de l'article 25.4 - contrôles en faisant contrôler ses installations électriques et en mettant en œuvre, le cas échéant, un suivi formalisé des actions correctives :

« Une vérification de la conformité des installations et matériels électriques avec les dispositions ci-dessus doit être effectuée annuellement par un technicien compétent. Les rapports de ces visites sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail» ;

- de procéder, dans un délai de 6 mois, à une révision des moyens de secours de son établissement afin de répondre aux dispositions des articles 28.3, 28.4 et 28.5 :

« 28.3 – Robinets d'incendie armés

Des robinets d'incendie armés de 40 mm, conformes aux normes N.F.S. 61201 et 62201, sont répartis dans le bâtiment en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues de secours. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en direction opposée en tenant compte des aménagements intérieurs. Ils sont protégés du gel».

« 28.4 – Besoin en eau.

Pour l'alimentation des secours extérieurs et des robinets d'incendie armés, la société dispose de trois poteaux d'incendie judicieusement répartis autour du site.

Ces poteaux d'incendie sont d'un modèle incongelable et comportent des raccords normalisés. Ils sont conformes à la norme N.F.S. 61213.

Le réseau doit être capable de fournir le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie, les robinets d'incendie armés, puis le débit nécessaire pour alimenter, à raison de 60 m³/h chacun, les poteaux d'incendie.

Les installations doivent être aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

Tout point du site doit être à moins de 200 m d'un hydrant, sans traversée de route».

« 28.5 – Autre moyens

Sont également prévus en fonction du danger représenté :

- une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter, avec un débit et une pression suffisants, indépendants de ceux des appareils d'incendie, des robinets d'incendie armés ou tout autre matériel fixe ou mobile propre au site ;
- une réserve de sable maintenu meuble et sec et des pelles ;
- les matériels spécifiques : masques, combinaisons, ... »

Ces délais courent à compter de la notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de BONDUES,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de BONDUES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 17 DEC. 2015

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

Olivier GINEZ

